

ANNEXE I
PROGRAMME DE TRAVAIL GENERAL EN MATIERE DE SUBVENTIONS DANS
LE DOMAINE DE L'ENERGIE ET DES TRANSPORTS POUR 2005

Les montants indiqués dans ce programme de travail se réfèrent au budget de la Commission pour 2005. Ce programme de travail est divisé en trois parties :

- A. programme de travail pour les subventions octroyées sans acte de base sur appel à propositions
- B. programme de travail pour les subventions octroyées hors appel à propositions dont l'attribution fera l'objet d'une décision d'octroi ultérieure.
- C. programme de travail pour les subventions à octroyer en vertu d'un acte de base pour les programmes spécifiques du domaine de l'énergie et des transports et sur appel à propositions.
 - Programme Marco Polo,
 - Réseaux transeuropéens de transport et d'énergie,
 - Programme Energie intelligente pour l'Europe,
 - Certaines actions du 6ème Programme cadre recherche.

A. SUBVENTIONS OCTROYEES SANS ACTE DE BASE, DANS LE CADRE D'UN APPEL A PROPOSITIONS

A.1. Ligne budgétaire : 06 01 02 11 00 02 40 (Frais de conférence et de réunion)

Base légale :

Dépenses administratives de la Commission

Objectif(s):

- Soutien à l'organisation de conférences d'intérêt européen dans le domaine de l'énergie et des transports.

Résultat(s) attendu(s):

- Partage d'expériences et réflexions sur les thèmes des politiques de la Commission ;
- Valorisation des travaux de la Commission, notamment les actions opérationnelles, les projets de recherche et les initiatives législatives.

Principaux thèmes proposés pour 2005	Conférences d'intérêt européen dans le domaine de l'énergie et des transports et notamment, en lien avec les priorités politiques suivantes : <ol style="list-style-type: none">1. Droits et protection des passagers des différents modes de transport et des usagers de l'énergie2. Maîtrise de la demande énergétique dans les transports et l'énergie, en particulier l'efficacité énergétique3. Les réseaux transeuropéens de transport et la tarification des infrastructures4. Les réseaux paneuropéens de transport et d'énergie entre l'Union européenne et ses nouveaux voisins
--------------------------------------	--

	<p>5. Sûreté et sécurité dans l'énergie et les transports</p> <p>6. L'évolution des marchés dans l'énergie et les transports (tendances, concurrence, contraintes, aspects économiques)</p> <p>7. Promotion des énergies renouvelables</p> <p>8. Innovations technologiques dans les secteurs du transport et de l'énergie</p> <p>9. Les défis du nucléaire dans les années à venir (sécurité, sûreté, gestion des déchets, démantèlement, recherche,...)</p>
Date de l'appel à propositions conférence	Mai2005
Principaux critères de sélection	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité financière du demandeur : Le demandeur devra démontrer sa capacité financière et opérationnelle à mener à terme l'action à subventionner et fournira le bilan du dernier exercice clos. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux organismes publics et organisations internationales - Capacité technique du demandeur : Le demandeur devra avoir la capacité technique et opérationnelle à mener à bonne fin l'action à subventionner et fournira les documents demandés – curriculum vitae des personnes chargées de la mise en œuvre de l'action, description des projets et activités entreprises au cours des trois dernières années, plus particulièrement les projets en relation avec le sujet concerné.
Principaux critères d'attribution	<ul style="list-style-type: none"> - Dimension européenne (35%) : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée contribuera et créera une réelle valeur ajoutée pour la DG TREN dans son programme législatif. Le thème devra concerner plusieurs pays de l'Union de même que les intervenants et le public ciblé devront provenir de différents Etats membres (à titre indicatif, sera évalué, la convergence entre les objectifs de l'action et les thèmes politiques prioritaires mentionnés ci-dessus, ...) - Qualité de l'approche proposée (25 %) : la Commission évaluera les moyens mis en œuvre eu égard aux résultats escomptés de l'action (à titre indicatif, sera évalué, la structure spatiale et temporelle de l'événement, la place laissée au débat, le type d'intervenants proposés et leur expertise,...). La Commission évaluera également la visibilité offerte à l'action. L'argumentation du demandeur devra exposer avec précision les moyens utilisés pour la diffusion de l'information à trois stades : durant la conférence et durant les périodes de pré- et post-conférence (par exemple, table ronde, exposition, conférence de presse, site Internet, répercussion médiatique, publication des actes,...) - Public cible (20%) : la Commission appréciera dans quelle mesure la conférence envisagée atteindra le public visé et si l'effet multiplicateur recherché est réalisable (à titre indicatif : sera évalué la méthodologie de prise de contact avec les participants, la cohérence entre le public ciblé et les objectifs de l'action,...). - Rapport coût-efficacité (20%) : le budget ventilé par catégories de dépense, doit démontrer un bon rapport coût-efficacité de l'action (à titre indicatif : sera évalué l'adéquation entre les résultats escomptés et le montant de la subvention, la présence d'autres partenaires, le niveau de précision du budget,...). <p>Seules les propositions ayant obtenu un score total de 70% et un minimum de 60% à chaque critère seront prises en considération pour un éventuel financement communautaire.</p>

Taux de financement	Entre 10 et 30 % maximum du montant total des coûts éligibles de l'action
Enveloppe budgétaire	250.000 €

A.2. Ligne budgétaire : 06 02 03 (Sécurité des transports)

Base légale :

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel, comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

Traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 71, 80 et 154 à 156.

Objectif(s) :

D'une manière générale, collecte et traitement des informations de toute nature nécessaires à l'analyse, à la définition, à la promotion, au suivi, à l'évaluation et à la mise en œuvre des mesures et réglementations nécessaires au renforcement de la sécurité des transports terrestres, aériens et maritimes, sans affecter indûment l'efficacité économique de ces modes de transport et son prolongement dans les pays tiers.

- 1) Dans le cadre de la Communication 311 (2003) de la Commission « Programme d'action européen pour la sécurité routière - réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici 2010 : une responsabilité partagée », renforcer la sécurité routière dans l'Union européenne, les pays de l'élargissement et de l'Espace économique européen par des études, campagnes, établissement de meilleures pratiques et démonstrations dans les domaines suivants :
 - comportement des utilisateurs et notamment sur les contrôles et sanctions pour l'application des règles de conduite, la formation des conducteurs privés et professionnels, l'aptitude physique et mentale à la conduite, la lutte contre les drogues, l'alcool et les médicaments au volant ainsi que l'utilisation de dispositifs de sécurité ;
 - technologie du véhicule et notamment la sécurité active et passive des véhicules ;
 - infrastructure routière et notamment les audits de sécurité routière, l'évaluation des routes et tunnels selon les caractéristiques de sécurité, l'harmonisation de la signalisation ;
 - technologie routière et notamment le transport routier des marchandises et des passagers ainsi que les technologies intelligentes pour la sécurité routière ;
 - évaluation des politiques nationales en matière de sécurité routière.
- 2) Renforcer la sécurité maritime dans l'Union européenne, les pays de l'élargissement et de l'Espace économique européen par des études, campagnes, établissement de meilleures pratiques et démonstrations dans les domaines suivants :
 - sécurité des transports maritimes par une formation de haut niveau soit des équipages soit des administrations maritimes ;
 - mesures visant à sensibiliser et informer aussi bien le public que les opérateurs maritimes sur les initiatives prises par la Communauté en matière de sécurité maritime ;
 - actions destinées à renforcer tous les aspects de la sécurité de la navigation et de la prévention de la pollution dans les eaux maritimes européennes.
- 3) Renforcer la sécurité ferroviaire notamment par le rapprochement des législations, des normes techniques et des pratiques administratives de contrôle ainsi que par la définition des indicateurs, des méthodes et des objectifs communs ;

- 4) Renforcer la sécurité aérienne dans l'Union européenne, les pays de l'élargissement et de l'Espace économique européen par des études, campagnes, établissement de meilleures pratiques et démonstrations dans les domaines suivants :
- mise en œuvre du Ciel unique ;
 - amélioration des conditions de sécurité du transport aérien, notamment par l'établissement d'un cadre réglementaire cohérent applicable aux aéronefs, aux opérateurs et aux personnels communautaires ;
 - soutien à des organismes internationaux de sécurité aérienne pour la mise en place de mécanismes de contrôle et de coopération avec les pays tiers ;
 - adaptation de la capacité des infrastructures et de l'espace aérien aux besoins du trafic aérien.

Résultat(s) attendu(s) :

Atteinte des objectifs définis dans le livre blanc "la politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix" et notamment de réduire de 50% le nombre des morts par accident en Europe, d'ici 2010 ;

Meilleure connaissance des problématiques liées à la sécurité des transports pour apporter des réponses plus appropriées ;

Préparation des propositions législatives incluses dans le programme de travail de la Commission ;

Renforcement des politiques d'information et de prévention ;

Uniformisation des règles relatives au contrôle des infractions ;

Valorisation des travaux de la Commission, notamment les actions opérationnelles, les projets de recherche et les initiatives législatives ;

Extension des politiques de l'Union aux futurs Etats membres

Principaux thèmes proposés pour 2005	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien à des campagnes européennes d'information sur la sécurité routière et notamment sur les thèmes du port de la ceinture de sécurité, ... - Soutien à des actions de développement des méthodes d'enseignement de la conduite aux jeunes conducteurs - Soutien à des actions de coordination et d'harmonisation des méthodes de contrôle de la sécurité routière ; - Coopération industrielle UE-Russie dans le domaine du transport aérien ; - Soutien à des projets innovants d'envergure européenne dans tous les domaines en rapport avec les objectifs cités ci-dessus
Date de l'appel à propositions transport	Mai 2005
Principaux critères de sélection	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité financière du demandeur (Le demandeur devra démontrer sa capacité financière et opérationnelle à mener à terme l'action à subventionner et fournira le bilan du dernier exercice clos. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux organismes publics et organisations internationales) - Capacité technique du demandeur (Le demandeur devra avoir la capacité technique et opérationnelle à mener à bonne fin l'action à subventionner et fournira les documents demandés – curriculum vitae des personnes chargées de la mise en œuvre de l'action, description des projets et activités entreprises au cours des trois dernières années –)

Principaux critères d'attribution	<p>1) Adéquation avec les objectifs de la politique communautaire en particulier ceux définis dans la Communication de la Commission sur la sécurité routière</p> <p>2) Qualité de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dimension européenne : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée contribuera et créera une réelle valeur ajoutée à la politique commune des transports. Les initiatives d'intérêt local sont exclues. - Caractère innovateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée induira des approches et pratiques nouvelles. - Effet multiplicateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée permettra le transfert, la généralisation, la diffusion ou l'application à large échelle des résultats, expériences, connaissances et bonnes pratiques. - Rapport coût-efficacité : le budget, ventilé par catégories de dépenses, doit démontrer un bon rapport coût-efficacité de l'action (adéquation entre les résultats escomptés et le montant de la subvention). - Evaluation : la Commission appréciera la méthode d'évaluation proposée et la qualité des indicateurs de résultats par rapport aux objectifs escomptés. - Visibilité : la description de l'action doit détailler les moyens par lesquels sera assurée la visibilité de l'action communautaire (publications, organisation d'événements, sites Internet, CD-ROM, etc.). - Envergure de l'action : la Commission soutiendra préférentiellement des projets de grande envergure. <p>3) Qualité de la demande : l'organisation de l'action doit être bien détaillée, notamment en ce qui concerne les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan de travail (clarté et adéquation des objectifs, adéquation des résultats escomptés) - calendrier de l'action - méthodologie proposée
Taux de financement	Entre 10 % et 50 % du montant total des coûts éligibles de l'action
Enveloppe budgétaire	6.355.000 €

A.3. Ligne budgétaire : 06 02 04 01 (Marché intérieur et optimisation des réseaux de transport)

Base légale :

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel, comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

Traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 71, 80 et 154 à 156.

Objectif(s) :

- 1) Achèvement, gestion et développement du grand marché dans le domaine des transports, y compris dans ses prolongements à l'extérieur de la Communauté, mettant en particulier l'accent sur l'élimination des goulets

d'étranglement transfrontaliers dans les zones où les barrières naturelles entravent la libre circulation des personnes et des biens.

- 2) Observation du marché des transports de marchandises et de voyageurs par tous les modes, en ce compris l'amélioration de la collecte des statistiques par les États membres.
- 3) Développement d'une politique de mobilité durable dans le secteur terrestre, maritime et aérien, et notamment :
 - soutien à des actions pilotes dans le domaine du transport routier, notamment par l'utilisation de technologies nouvelles dans un but de standardisation de procédés ;
 - soutien à la modernisation du transport maritime et fluvial à courte distance ;
 - amélioration de l'interopérabilité des systèmes de transport ;
 - promotion et amélioration de la qualité du transport ferroviaire en particulier pour les marchandises ;
 - mandats de normalisation confiés aux organismes européens de normalisation ou à d'autres organismes, dans tous les secteurs du transport ainsi que le développement de spécifications techniques d'interopérabilité ferroviaire ;
 - mise en œuvre des accords Open Sky.

Résultat(s) attendu(s) :

- Atteinte des objectifs définis dans le livre blanc "la politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix" ;
- Rééquilibrage progressif vers des modes de transport plus respectueux de l'environnement ;
- Renforcement du dialogue avec les industriels pour encourager la mobilité durable, notamment en maîtrisant mieux les effets sur l'environnement et en rééquilibrant les modes de transport ;
- Développement de l'interopérabilité des modes de transports ;
- Développement du transport ferroviaire de marchandises
- Développement du transport maritime et fluvial à courte distance ;
- Finalisation des accords aériens internationaux préservant les intérêts des compagnies européennes ;
- Extension des politiques de l'Union aux futurs États membres

Principaux thèmes proposés en 2005	<ul style="list-style-type: none"> - Etude sur la mise en œuvre de la Directive Télépéage : projet de réseau de transmission de données relatives aux infractions entre polices nationales - Analyse d'impact sur l'organisation de la fourniture des services de navigation aérienne en Europe afin d'établir un rapport sur l'état d'avancement du Ciel Unique - Développement du Short Sea Shipping en Europe notamment via le soutien de centres de promotion ou d'actions de communication - Analyse du marché et des différentes pratiques en matière de maintenance et de rénovation des infrastructures ferroviaires afin d'en réduire les coûts - Soutien à des projets innovants d'envergure européenne dans tous les domaines en rapport avec les objectifs cités ci-dessus
Date de l'appel à propositions transport	Mai 2005
Principaux critères de sélection	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité financière du demandeur (Le demandeur devra démontrer sa capacité financière et opérationnelle à mener à terme l'action à subventionner et fournira le bilan du dernier exercice clos. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux organismes publics et organisations internationales) - Capacité technique du demandeur (Le demandeur devra avoir la capacité technique et opérationnelle à mener à bonne fin l'action à subventionner et fournira les documents demandés – curriculum vitae des personnes chargées de la mise en œuvre de l'action, description des projets et activités entreprises au cours des trois dernières années –)
Principaux critères d'attribution	<p>1) Qualité de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dimension européenne : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée contribuera et créera une réelle valeur ajoutée à la politique commune des transports - Caractère innovateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée induira des approches et pratiques nouvelles. Effet multiplicateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée permettra le transfert, la généralisation, la diffusion ou l'application à large échelle des résultats, expériences, connaissances et bonnes pratiques - Rapport coût-efficacité : Le budget, ventilé par catégories de dépenses, doit démontrer un bon rapport coût-efficacité de l'action (adéquation entre les résultats escomptés et le montant de la subvention) - Evaluation : la Commission appréciera la méthode d'évaluation proposée et la qualité des indicateurs de résultats par rapport aux objectifs escomptés - Visibilité : la description de l'action doit détailler les moyens par lesquels sera assurée la visibilité de l'action communautaire (publications, organisation d'événements, sites Internet, CD-ROM, etc.) <p>2) Qualité de la demande : l'organisation de l'action doit être bien détaillée, notamment en ce qui concerne les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan de travail (clarté et adéquation des objectifs, adéquation des résultats escomptés) - calendrier de l'action - méthodologie proposée
Taux de financement	Entre 10 % et 50 % du montant total des coûts éligibles de l'action
Enveloppe budgétaire	4.000.000 €

B.SUBVENTIONS OCTROYEES HORS APPELS A PROPOSITION

Un certain nombre de subventions sera octroyé à des bénéficiaires pouvant justifier d'une situation de monopole de droit ou de fait. Ces subventions feront l'objet d'une décision d'attribution « ad hoc » de la Commission.

A ce stade, les actions envisagées sous cette modalité de financement répondent aux critères suivants :

B.1. Ligne budgétaire 06 02 03 (Sécurité des transports)

Base légale, objectif(s) et résultat(s) attendu(s) : voir ci-dessus paragraphe A.2.

Principaux thèmes proposés pour 2005	<ul style="list-style-type: none">- Soutien à des organismes internationaux pour l'accroissement de la sécurité aérienne, notamment par la mise en place de mécanismes de contrôle et de coopération avec les pays tiers- Amélioration de la sécurité des transports aériens par la standardisation dans le secteur du contrôle aérien, liée à la mise en œuvre du ciel unique après adoption du règlement sur l'interopérabilité du réseau européen de gestion de trafic aérien (article 4 §1 (a))- Soutien au programme de contrôle de la sécurité des avions de pays tiers utilisant les aéroports communautaires- Amélioration de la sécurité aérienne par la mise en place de standards et d'obligations internationaux- Amélioration de la sécurité maritime par la collecte et la diffusion d'informations relatives à la sécurité des navires- Elaboration d'un code du travail maritime international applicable dans l'Union européenne instaurant des normes de protection sociale et de condition de travail à bord des navires ainsi que des conditions de concurrence équitables entre les opérateurs européens et les opérateurs des pays tiers
Date de réception des demandes	Mai 2005
Enveloppe budgétaire estimative	3.545.000 €

B.2. Ligne budgétaire 06 07 01 (Sûreté des transports)

Base légale :

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel, comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (JO L 248 du 16.9.2002, p. 1).

Règlement (CE) no 2320/2002 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile (JO L 355 du 30.12.2002, p. 1).

Règlement (CE) n°725/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif à l'amélioration de la sûreté des navires et des installations portuaires (JO L 129 du 29 avril 2004)

Objectif(s) :

Renforcer la sûreté aérienne dans l'Union européenne et de l'Espace économique européen par l'établissement de meilleures pratiques notamment le soutien à des organismes internationaux de sûreté aérienne pour la mise en place de mécanismes de formation, de contrôle et de coopération.

Résultat(s) attendu(s) :

- Meilleure connaissance des problématiques liées à la sûreté des transports pour apporter des réponses plus appropriées ;
- Préparation des propositions législatives incluses dans le programme de travail de la Commission ;
- Renforcement des politiques d'information, de prévention et de formation.

Principaux thèmes proposés pour 2005	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien à des travaux de normalisation dans le domaine de la sûreté logistique - Soutien à des organismes internationaux pour l'accroissement de la sûreté aérienne, notamment par la mise en place de mécanismes de contrôle et de coopération avec les pays tiers - Mise en place d'un groupe d'experts des opérateurs de transports publics dans le domaine de la sûreté
Date de réception des demandes	Mars 2005
Enveloppe budgétaire estimative	672.000 €

B.3. Ligne budgétaire 06 07 02 (Sûreté nucléaire)

Base légale :

Tâche découlant des compétences spécifiques attribuées directement à la Commission par le traité Euratom en vertu du chapitre III et de l'article 174.

Objectif(s) :

Renforcer la sûreté nucléaire dans l'Union européenne par l'établissement de meilleures pratiques notamment dans les nouveaux Etats Membres.

Résultat(s) attendu(s) :

- Etablissement de règles communes pour les autorités européennes de sûreté nucléaire

Principaux thèmes proposés pour 2005	- Soutien à des travaux en vue d'établir des règles communes aux autorités de sûreté nucléaire afin d'accepter des logiciels de sûreté nucléaire dans les centrales nucléaires des Etats Membres
Date de réception des demandes	Avril 2005
Enveloppe budgétaire estimative	150.000 €

- Décision 1229/2003/CE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2003, établissant un ensemble d'orientations relatif aux réseaux transeuropéens dans le secteur de l'énergie et abrogeant la décision n° 1254/96/CE.

Programme de travail :

Les objectifs et les résultats attendus sont décrits dans les bases légales.

Le programme de travail spécifique des réseaux transeuropéens (RTE) de transport et d'énergie est arrêté au terme d'un processus de comitologie. Pour les réseaux transeuropéens de transport, le programme de travail pour 2005 mettra notamment en œuvre d'intérêt commun identifiés dans le cadre des orientations arrêtées par le Parlement et le Conseil et qui sont hors de la décision-cadre du 19.9.2001 (C(2001) 2654) modifiée en dernier lieu par les Décisions C(2004) 3242 du 26/8/2004 et C(2005) 213 du 3/02/2005 relative au programme pluriannuel indicatif (PPI) des projets prioritaires. Pour les projets hors PPI, et après avis du Comité des Etats membres, les subventions seront accordées par une décision de la Commission adoptée par habilitation au Commissaire en charge des RTE. Pour les projets PPI, les subventions seront accordées par une décision de la Commission adoptée par délégation au Directeur général responsable des RTE.

Pour les réseaux transeuropéens d'énergie, le programme de travail mettra en œuvre des projets d'intérêt commun identifiés dans le cadre des orientations arrêtées par le Parlement et le Conseil. Après avis du Comité des Etats membres, les subventions seront accordées par une décision de la Commission adoptée par habilitation au Commissaire en charge des RTE.

Date de l'appel à propositions : Février 2005

Montant de l'appel à propositions : 671.400.000 € RTE-Transport (060301)

21.500.000 € RTE-Energie (060302)

C.3. Lignes budgétaires 06 04 01 (Programme Énergie intelligente pour l'Europe –2003/2006) et 06 04 02 (Programme Énergie intelligente pour l'Europe – 2003/2006 – volet extérieur)

Base légale :

Décision n° 1230/2003/EC du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 arrêtant un programme pluriannuel pour des actions dans le domaine de l'énergie: Programme Énergie intelligente pour l'Europe (2003-2006)

Programme de travail :

Les objectifs et les résultats attendus sont décrits dans la base légale.

Les actions envisagées pour 2005 seront décrites dans un programme de travail annuel détaillé qui sera adopté au second trimestre 2005, après avoir reçu l'avis du Comité de gestion du programme.

Date envisagée pour l'appel à propositions : Juillet 2005

Montant de l'appel à propositions et des marchés : 54.257.000 € pour la ligne 06 04 01

4.925.000 € pour la ligne 06 04 02

C.4. Lignes budgétaires liées au 6ème Programme cadre recherche : 06 06 01 (Aéronautique et espace), 06 06 02 (Développement durable, changement planétaire et écosystèmes - Systèmes énergétiques durables et Transports de surface

durables) et 06 06 03 (Soutien aux politiques et anticipation des besoins scientifiques et technologiques)

Base légale :

Décision n° 1513/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative au sixième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration contribuant à la réalisation de l'Espace européen de la recherche et à l'innovation (2002-2006).

Décision 2002/834/CE du Conseil du 30 septembre 2002 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration: «Intégrer et renforcer l'Espace européen de la recherche» (2002-2006).

Programme de travail :

Il est rappelé que pour les domaines « Aéronautique et espace » ainsi que « Développement durable, changement planétaire et écosystèmes - Systèmes énergétiques durables et Transports de surface durables », le programme de travail détaillé couvrant l'année 2005 a été adopté par la Commission le 9 décembre 2002 (C(2002)4789) et modifié par la Commission le 10 juin 2004 (C(2004)2002) et le 2 septembre 2004 (C(2004)3324). Ce programme de travail a été mis en œuvre, pour les projets à financer en 2005, par l'appel à propositions publié le 29 juin 2004 (référence FP6-2004-TREN-3 (OJ C 169 of 29/06/2004)).

De même, pour le domaine « Soutien aux politiques et anticipation des besoins scientifiques et technologiques », le programme de travail couvrant l'année 2005 a été adopté par la Commission le 9 décembre 2002 (C(2002)4789) et modifié par la Commission le 29 octobre 2004 (C(2004)4178). Ce programme de travail a été mis en œuvre, pour les projets à financer en 2005, par l'appel à propositions publié le 30 octobre 2004 (référence FP6-2004-SSP-4 (OJ C 267 of 30/10/2004)).

La réalisation des projets liés à la priorité thématique Espace a été confiée à l'entreprise commune Galileo qui publiera ses propres appels à propositions.

Crédits budgétaires :	34.900.000 €	pour la ligne 06 06 01
	132.400.000 €	pour la ligne 06 06 02 01
	54.900.000 €	pour la ligne 06 06 02 02
	6.800.0000 €	pour la ligne 06 06 03

